



Appel à communication

COLLOQUE INTERNATIONAL

Les festivals de cinéma en Afrique francophone.

Fonctionnement, perception et enjeux contemporains.

Dates : 28, 29 et 30 mai 2019

Lieu : Douala, Cameroun

Argumentaire

Originellement, les premiers festivals de cinéma du continent africain furent conçus après les indépendances dans un double but, politique et culturel. Il s'agissait d'abord de pouvoir montrer des films qui, hors l'Égypte et l'Afrique du Sud, peinaient à trouver une place sur des écrans strictement mus par une logique commerciale, et dont la distribution continuait à être dominée par un duopole français pour l'Afrique sud saharienne francophone, par les distributeurs français ou des filiales des majors hollywoodiennes dans les autres pays (Vieyra 1975, Cheriaa 1978). Issus du mouvement panafricaniste, l'optique clairement anti impérialiste et d'affirmation d'une identité qui se voulait continentale, motiva la création et les choix de programmation des deux premiers et plus prestigieux festivals, les Journées cinématographiques de Carthage (Tunisie, 1966) et le Fespaco (festival panafricain de cinéma de Ouagadougou, Haute Volta, 1969). Ils furent ainsi créés pour jouer un rôle fondamental dans la visibilité des films, mais aussi dans les échanges entre professionnels en proposant tous les deux ans en alternance moult débats, rencontres et colloques. Ils servaient également de vitrine aux pays organisateurs, valorisant leur action culturelle qui dépassa rapidement le strict cercle des militants pour contribuer à former deux générations de cinéphiles. D'autres apparurent ensuite, notamment à partir des années quatre-vingt-dix (Écrans noirs au Cameroun en 1996, etc.), dont le nombre croissait parallèlement à la fermeture des salles puis leur disparition quasi complète dans l'Afrique francophone sud saharienne.

Ils se déroulaient souvent dans des lieux prestigieux ou luxueux, adaptés à leur envergure, pour se rapprocher des standards adoptés aux Nord. Pendant près d'un demi-siècle, les cinéastes africains se sont vus invités à ces événements avec une prise en charge (billets d'avion, hôtels et perdiems) garantie. Au point que nombre de participants se sont parfois interrogés sur l'utilité de l'affectation des sommes ainsi dépensées, relativement aux difficultés qui croissaient pour boucler les financements de production des films et l'absence de salles pour y projeter leurs œuvres en dehors de ces temps festivaliers. Aujourd'hui on observe une régression progressive sur cet aspect, peu de festivals offrant un billet d'avion aux invités, et la plupart se contentant d'une prise en charge

partielle sur place, à travers des partenariats avec des structures locales. Et les institutions publiques ou privées peinent à maintenir leur implication car l'engouement du public dans les festivals s'amointrit au fil des années. Mais être invité et prendre part à un festival de cinéma demeure un honneur et une forme de reconnaissance professionnelle au regard du travail accompli.

Progressivement, les mutations observées au sein des festivals se sont accentuées. La faiblesse des scénarii de films lors des dernières éditions devient une règle dans les festivals francophones. Ainsi, en 2016 le jury des longs métrages pour Ecrans noirs a pris la décision de n'accorder aucune récompense aux films en compétition. À plusieurs reprises également, le Fespaco, qui demeure le festival de référence du cinéma en Afrique, a fait l'objet de manquements majeurs, tant dans la programmation que dans l'organisation : programmes indisponibles pour le public à l'ouverture du festival, choix très contestables de films écartés ou sélectionnés, (Barlet 2017), au point qu'un atelier de réflexion a été mis en place pour en préparer le cinquanteaire, qui a émis un nouveau rapport avec fortes recommandations et suggestions (décembre 2017).

Au-delà, tous les partenaires et participants s'interrogent depuis longtemps sur la qualité, la rigueur et le professionnalisme de nombreux festivals de cinéma en Afrique tant sur le plan organisationnel, que sur celui de la sélection des films en compétition. D'autant que l'avènement du numérique a provoqué nombre d'évolutions majeures notamment dans les modes de production. La jeunesse africaine s'est investie massivement dans le milieu cinématographique, bousculant l'accès aux métiers et la légitimité des anciens, dont nombre d'entre eux n'ont plus rien réalisé depuis longtemps. Il n'est dès lors pas surprenant de comptabiliser actuellement plus de 150 manifestations qui s'intitulent « festivals » en Afrique de l'Ouest et centrale, une grande partie étant consacrée aux formats courts et étant créé et dirigée par des jeunes. Il est dès lors possible d'analyser le profil de leurs organisateurs, de s'interroger sur leurs modèles économiques, et de questionner la pertinence comme la pérennité de certains d'entre eux. Le Cameroun est particulièrement actif de ce point de vue avec plus de 25 festivals créés depuis 1997, et justifie le choix du lieu de l'organisation de ce colloque. Malgré cet engouement il convient toutefois de noter qu'aucun festival d'Afrique sud saharienne ne figure parmi les 52 festivals accrédités dans le monde par la Fédération internationale des associations des producteurs de films (FIAPF), association créée en 1933 dans le but de réglementer les festivals de cinéma, l'Égypte étant la seule à en accueillir un sur tout le Continent. Si les JCC avaient fait le choix, politique, de ne pas se soumettre à ses critères en 1968, cinquante ans plus tard, les enjeux sont radicalement différents, et la question d'un rapprochement des standards organisationnels internationaux mérite d'être posée, ne serait-ce que vis-à-vis des professionnels invités comme du public, qui réagit toutefois différemment selon les pays hôtes.

Pendant longtemps, les festivals attiraient le public en tant que lieu exclusif permettant de rencontrer les réalisateurs et acteurs des films. Les difficultés organisationnelles et erreurs de programmation d'une part, mais aussi la généralisation des télévisions et d'internet ont modifié les attentes et pratiques de publics, qui ne sont plus que très rarement populaires, contrairement aux origines.

Le colloque ambitionne donc d'interroger prioritairement:

- L'organisation et le fonctionnement des festivals de cinéma en Afrique francophone.

- Leur fonction dans la visibilité et la distribution des films du continent africain.
- Les attentes et positionnements des organisateurs, comme des cinéastes et professionnels.
- Les évolutions des institutions publiques et privées qui participent à leur financement.
- Les comportements et perceptions des publics qui les fréquentent.

Les études de cas, et enquêtes de terrain avec leurs analyses seront privilégiées.

Les communications, d'une durée de trente minutes, seront de préférence prononcées en français.

Envoyer un abstract de 300 à 500 mots et une mini-bio à
c.forest@unistra.fr, et Indzana@gmail.com avant le 1^{er} novembre 2018.

Un premier avis sera rendu avant le 15 novembre.

Les contributeurs seront alors invités à soumettre une ébauche intermédiaire, de quelques pages, pour le 31 janvier 2019, dans le but d'offrir, notamment aux jeunes chercheurs, la possibilité d'une relecture et d'un approfondissement des questionnements dans l'avancée des travaux, afin que le colloque puisse être le lieu d'une discussion de recherches plus abouties de la part des universitaires. Les textes de doctorants empêchés de déplacement seront également étudiés.

Le texte final, d'une longueur de 20.000 à 30.000 caractères, sera à livrer avant le colloque, pour le 30 avril 2019.

Des cinéastes, institutions publiques et privées, diffuseurs et producteurs, peuvent également être intéressés par les résultats des travaux et y participer.

Les actes du colloque feront l'objet d'une publication.

Nota : Les frais de transport des participants ne peuvent être pris en charge par le colloque.

Comité scientifique

Lamia Belkaied-Guiga, Ecole Supérieure de l'Audiovisuel et du Cinéma, Gammarth, Tunisie / Patricia Caillé, Université de Strasbourg, France / Claude Forest, Université de Strasbourg, France / Nolwenn Mingant, Université de Nantes, France / Patrick Ndiltah, Université de N'djamena, Tchad / Justin Ouoro, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.

Organisateurs du colloque

Claude Forest, Professeur en études cinématographiques, Université de Strasbourg (France)
Lambert Ndzana, Producteur de cinéma (Cameroun), Doctorant en études cinématographiques